

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

situation en Afghanistan Question au Gouvernement n° 4277

Texte de la question

#### SITUATION EN AFGHANISTAN

M. le président. La parole est à M. Didier Martin.

**M. Didier Martin.** J'associe à ma question Anne Genetet, vice-présidente du groupe d'amitié France Afghanistan, ainsi que mes collègues du groupe La République en marche qui sont membres de la commission des affaires étrangères et plus largement ceux qui œuvrent dans la cellule de crise consacrée aux rapatriements, toujours opérationnelle.

Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le 16 août dernier, le Président de la République décidait de lancer l'opération Apagan pour rapatrier nos ressortissants d'Afghanistan. Cette opération, menée en étroite coopération avec votre ministère, celui des armées et celui de l'intérieur, a permis d'instaurer un pont aérien entre l'aéroport international de Kaboul, la base aérienne des forces françaises aux Émirats arabes unis et l'aéroport Charles-de-Gaulle à Paris. En deux semaines, près de 3 000 personnes ont été évacuées, dont 143 Français. Je salue l'action des militaires, des gendarmes et du personnel des différents ministères qui ont œuvré sans relâche, dans des conditions extrêmement périlleuses, dans l'urgence et la désorganisation, pour permettre ces évacuations. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – M. Philippe Vigier applaudit également.)

Je souhaite aussi rendre hommage aux milliers de militaires français déployés en Afghanistan entre 2001 et 2014, particulièrement aux quatre-vingt-dix qui y ont perdu la vie et aux sept cents qui y ont été blessés. Par leur engagement et leur sacrifice, ils ont lutté contre le terrorisme international. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

Le 30 août, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une résolution. Aujourd'hui, une question se pose : comment établir avec l'autorité de fait à Kaboul le dialogue pour que ces exigences soient respectées ?

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Je vous remercie d'avoir souligné la qualité de l'opération Apagan, que nous avons menée avec Mme la ministre des armées et qui a permis les résultats que j'ai indiqués tout à l'heure. Il nous faut encore assurer la protection de centaines d'Afghanes et d'Afghans, mais aussi de quelques ressortissants français qui n'ont pu être exfiltrés, en raison du départ accéléré des forces américaines et à la suite des attentats. Je rappelle d'ailleurs devant la représentation nationale qu'il ne faut pas se leurrer : le risque Daech est toujours présent à Kaboul. Il importe maintenant que la résolution 2593 du Conseil de sécurité des Nations unies, à laquelle nous avons beaucoup contribué, puisse être appliquée, permettant sécurité et sûreté. La sûreté doit être technique – il faut faire fonctionner l'aéroport –

et environnementale – les personnes que nous voulons exfiltrer d'Afghanistan et qui l'ont demandé doivent le faire sans risques. Nous y travaillons actuellement, en bonne coordination avec nos partenaires européens, mais aussi en relation avec les États-Unis d'Amérique.

Un interlocuteur a été désigné par les autorités de fait à Kaboul, le Qatar,...

- M. Pierre Cordier. Ce n'est pas une référence!
- **M. Jean-Yves Le Drian,** *ministre* . . . . qui assurera vraisemblablement la gestion technique de l'aéroport. Nous devons travailler avec celui-ci, pour permettre l'évacuation de nos ressortissants et des Afghanes . . .
- M. Jean-Paul Lecoq. On pourrait parler des droits des femmes au Qatar...
- M. Jean-Yves Le Drian, ministre . . . . et Afghans qui veulent sortir du territoire.

Il faut bien travailler avec ceux qui l'autoriseront! C'est ce que nous faisons.

- M. Jean-Paul Lecoq. Bien sûr!
- **M.** Jean-Yves Le Drian, *ministre*. Je me rendrai moi-même au Qatar dans quelque temps, pour m'assurer de la sécurité et la sûreté des personnes qui souhaitent revenir en France ou dans un autre des pays européens, puisque nous nous coordonnons avec ceux-ci. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)

#### Données clés

Auteur: M. Didier Martin

Circonscription: Côte-d'Or (1re circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4277 Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

### Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 8 septembre 2021

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 septembre 2021